

# la Révolution prolétarienne

**REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925**

## **DÉSORDRE, FANATISME, GUERRE**

Le commencement de cette année 80 mérite cette triple malédiction. Le seul espoir que nous puissions avoir est qu'elle se termine mieux qu'elle ne commence. Faible espoir.

Nous sommes en plein désordre de l'économie capitaliste et le désordre tend à s'aggraver. Où est cette belle unité sous le dominium américain que nous avons connue après la deuxième Guerre mondiale, le plein-emploi, la croissance régulière des économies occidentales ? Les économistes nous disaient que c'était devenu le rythme normal du néo-capitalisme et ils parlaient de croissance harmonisée. Ils nous disent maintenant que c'était une période anormalement prospère du développement capitaliste, qu'il a repris son cours cahotique, que le plein-emploi est exceptionnel, que le chômage est inévitable et même nécessaire, que l'intervention de l'Etat est le plus souvent pernicieuse, que « les équilibres naturels » vont se charger de redonner au néo-capitalisme un souffle régulier.

A vrai dire, d'autres experts, depuis quelques années, étaient moins optimistes. Le « club de Rome » avait jeté l'alarme contre le productivisme et la croissance désordonnée, préconisant même la croissance zéro. Ils s'étaient fait traiter d'affameurs par les communistes, champions du productivisme. Ils avaient soulevé le doute, sinon l'indignation, de la famille des bons économistes dont certains avaient été mis à la tête des affaires. Ils y ont fait le travail dont nous supportons les effets.

Aujourd'hui la croissance zéro n'est plus un but que l'on se fixe, elle est imposée par la crise. Elle ne résulte pas d'un meilleur ordre dans les affaires du monde. Elle est au contraire la sanction du désordre. Chaque pays tente de débrouiller nationalement des problèmes qui se posent internationalement. La pagaille monétaire qui déroutait des têtes mieux organisées que les nôtres en la matière, n'est qu'un des reflets de ce désordre économique : des dollars affluent vers les propriétaires de pétrole, pour refluer aussitôt vers les pays européens où ils créent de l'inflation.

Laissons ce monde où il y a trop de dollars pour notre monde ouvrier où la contrepartie réelle des francs de nos salaires se réduit quand les marges des commerçants sont libres et que cette « liberté » n'agit que dans le sens de la hausse. L'année 1980 nous réserve des lendemains qui vont grincer. Il n'y a que le Président de la République pour nous les promettre meilleurs.

- **EDMOND MAIRE,  
PROPHÈTE DE MALHEUR ?**  
par R. GUILLORÉ
- **L'AGRESSION SOVIÉTIQUE  
CONTRE L'AFGHANISTAN**  
par SANTEUIL
- **CONTRACEPTION  
ET AVORTEMENT**  
par Vittoria NUVOLI
- **L'EXPLOITATION DES FEMMES  
AU PROCHE-ORIENT**  
par Simon RUBAK
- **LE DÉMANTÈLEMENT DE L'ANPE**  
par Marc URUS

Comment sortir de la crise générale ? C'est la question que se posent tous les gouvernements. Chacun y répond, pour son morceau de terre, avec plus ou moins d'impuissance. Ce qui frappe, dans ce désordre, c'est l'absence de solidarité des Etats, tous atteints pourtant du même mal et affrontés aux mêmes foyers de purulence internationale qu'ils ont eux-mêmes fait mûrir.

Dans l'autre partie du monde règne le capitalisme d'Etat (on peut dire : le capitalisme monopoliste d'Etat, si les mots ont conservé leur sens). Elle est aussi profondément divisée, en dépit d'un catéchisme prétendu universel. L'ordre semble y régner, à Prague comme à Kaboul, derrière les tanks lourds. L'invasion de l'Afghanistan, comme les sinistres procès de Prague font la preuve que l'ordre n'y règne qu'en surface et par la violence d'Etat. La classe ouvrière y est au moins autant exploitée, sans que sa voix propre puisse se faire entendre. Elle ne chôme pas, paraît-il, mais son droit au travail serait plutôt une obligation à un travail.

Les deux camps militaires, bondés d'armes conventionnelles et stratégiques (comme l'on dit aujourd'hui), se confrontent, parfois dans des conférences internationales où leurs état-majors font le compte de leurs missiles et feignent de marquer un temps d'arrêt dans leur accroissement. Leurs armes nouvelles se diffusent lentement dans des pays moins puissants, aiguillant le danger de guerre permanent.

Chaque jour, un nouveau cas de guerre mondiale éclate par violation d'accords signés ou par rupture des usages internationaux. Nous vivons dans ce danger de guerre permanent. Et c'est sans doute parce qu'il est permanent que l'on finit pas ne plus croire au déchaînement de la guerre sous sa forme apocalyptique, telle que le pape lui-même, soutien idéologique d'une bonne partie des puissants, a bien voulu nous la décrire.

Au fond, la guerre n'a pas cessé. Elle ne cesse pas. Ce sont les deux grandes puissances qui la mènent en des points toujours plus nombreux de la Terre, en entretenant des foyers d'infection comme le Proche-Orient, en fournissant des armes à des combattants toujours prêts à mourir pour une juste

cause, pour ce qu'ils croient être une juste cause.

Les guerres dites de libération nationale en sont un exemple. Bien que la révolte soit cent fois justifiée, elle conduit souvent à servir un nouveau maître, à remplacer une tyrannie par une autre. Le fanatisme (et surtout l'amalgame du fanatisme religieux et du fanatisme idéologique) est ce qu'il y a de pire et conduit tout droit à un pourrissement comme le monde nous en donne actuellement le tableau. Les ayatollahs seraient-ils devenus les nouveaux guides de la révolution sociale ?

L'angoisse gagne les citoyens du monde, ceux qui, bien au-delà des différences, ressentent au plus profond d'eux-mêmes l'unité de l'homme avec l'homme. « Unité des Français, d'abord », nous dit le Président. Mais, parmi ces Français, il y a les marchands de canons, les dirigeants des compagnies pétrolières, les chefs des grandes firmes subventionnées, les co-responsables d'une politique qui aggrave en même temps la crise économique et le danger de guerre. Non ! il n'y a pas de « consensus » possible avec ceux-là. Au contraire, il y a, dans l'intérêt de la paix, le refus préalable de « l'union sacrée ». Il y a l'affirmation — parfois presque désespérée — d'une SOLIDARITE de toutes les victimes de ce grand conflit économique et militaire. Solidarité avec les travailleurs européens qu'on tente de soumettre à la loi de la jungle du « libéralisme » économique, solidarité avec nos camarades les travailleurs de l'U.R.S.S. ; solidarité avec ceux qui, parmi eux, luttent, à grands risques, pour l'indépendance syndicale ; solidarité avec les victimes de la répression qui frappe tous les combattants de la liberté dans l'empire russe comme dans tous les pays où les droits de l'homme sont bafoués, à des degrés divers, c'est-à-dire dans tous les pays ; solidarité avec les multitudes opprimées et affamées en Asie et en Afrique ; solidarité contre la guerre qui sourd par tous les pores de cette société ; solidarité active avec les noyaux de résistance syndicaliste et révolutionnaire qui veulent réformer cette civilisation dégradée et la transformer ; solidarité avec tous les hommes libres qui n'acceptent pas la fatalité de la guerre. SOLIDARITE.

**Au moment de mettre sous presse, nous apprenons la scandaleuse mise en résidence surveillée du grand physicien Andreï SAKHAROV, Prix Nobel de la Paix 1975 et figure de proue de la contestation soviétique.**

**Nous joignons notre protestation à la protestation unanime qui s'est élevée dans le monde et nous nous inquiétons de la dangereuse signification de cet acte d'arbitraire des dirigeants de l'U.R.S.S.**

**Il n'y a pas de rapport entre un clergé au pouvoir et un parti révolutionnaire qui rassemble les espoirs de la classe ouvrière.**

**L'internationalisme est ma boussole, la seule chose qui nous reste en laquelle nous puissions croire... L'action de l'U.R.S.S. est la manœuvre d'un grand empire.**

**Antoine VITEZ**  
*(qui vient de quitter le P.C.F.)*

## « ACTION INTERNATIONALE CONTRE LA FAIM »

A.I.C.F. est née, en novembre dernier, à l'initiative des radicaux italiens. Son siège est 13, rue d'Uzès, Paris (2<sup>e</sup>). Le professeur Kastler en assume la présidence. A ses côtés : M.-A. Macchiocchi, député du parti radical italien, Jacques Attali, Bernard-Henry Lévy, Marek Halter, etc.

Des comités locaux se sont déjà créés à Paris, Lille, Metz, Nancy, Strasbourg, La Rochelle, Bayonne.

Nous parlerons d'A.I.C.F. plus longuement dans la prochaine R.P.

## LA REVOLUTION PROLETARIENNE

21, rue Jean-Robert, 75018 PARIS

Tél. : 607-02-06

C.C.P. 734-99 W Paris

Abonnements (y compris Marché Commun) :

6 mois, 50 F — 1 an, 100 F

# CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

## La première leçon des prudhommes

Les nouveaux conseillers prudhommes n'ont pas encore eu le temps de siéger et de démontrer l'utilité de leur fonction, que déjà on peut tirer de leur élection même quelques enseignements.

Ce n'est pas ici qu'il est besoin de montrer l'importance de cette institution qui remonte à 1907, pour le règlement des conflits individuels entre salarié et patron. Bien que les conventions collectives établissent maintenant une protection générale des travailleurs, les cas ne manquent pas où les prudhommes ont à intervenir, pour concilier ou pour départager, dans le cas où un ou plusieurs salariés ne s'accordent pas avec le patron sur un point d'application du contrat de travail explicite ou implicite. La composition paritaire des conseils prudhommaux, l'alternance de la fonction de président apportent certaines garanties au travailleur qui s'estime lésé (garanties insuffisantes par la possibilité qui reste ouverte au patron d'user et d'abuser de la procédure d'appel). Quoi qu'il en soit, « aller aux prudhommes » restait comme un recours pour un salarié injustement traité.

Dans les conditions industrielles actuelles, le mode d'élection des conseillers prudhommes était tellement dépassé qu'il aboutissait pratiquement à les faire désigner par une petite minorité des travailleurs concernés. A ce point que Force Ouvrière, qui voit surtout le côté administratif des choses, demandait que les prudhommes soient désignés par les organisations syndicales représentatives (mais qui aurait fait la répartition entre les trois ou quatre centrales ?). La réforme du mode d'élection a abouti à la consultation réelle de treize millions de salariés et a donné à l'élection prudhomale un caractère significatif.

On pouvait craindre que l'ensemble des salariés ne fût pas tellement intéressé, surtout par manque d'information, par une consultation que, avec d'autres modalités il est vrai, il avait presque complètement dédaignée. On se trompait. 62 % des inscrits ont participé au vote et 90 % d'entre eux ont voté pour les listes présentées par les trois grandes organisations syndicales.

C'est une réponse aux camarades, jeunes et moins jeunes, devenus antisindicalistes. Il est vrai que les syndicats ne se présentent peut-être pas comme ils le voudraient ou comme le voudraient de vieux militants qui remuent des souvenirs. Il est vrai qu'en France le nombre relatif des syndiqués est faible, mais il apparaît, en toutes occasions — et pas seulement pour des scrutins sans risques — que les travailleurs ne se trouvent pas d'autre recours que les syndicats, et les syndicats tels qu'ils sont. Ils ne payent pas, ils grognent, mais ils suivent. Et si quelquefois ils précèdent, c'est pour se retourner bientôt vers les syndicats. On peut et on doit lutter contre la bureaucratisation qui les étouffe comme toutes les institutions ; contre la politisation qui les corrompt, contre l'intégration à laquelle ils inclinent parfois, mais les dénoncer et les combattre comme

« ennemis du peuple » c'est affaiblir la lutte de classe et nier le mouvement réel. Qu'on nous cite un cas — qui ne soit pas négatif — où l'absence ou l'abstention des syndicats n'ait pas conduit finalement à l'échec ? On ne peut tabler seulement sur des effervescences souvent nécessaires mais toujours passagères. Les temps de permanence sont plus longs que les jours de révolte.

## 23 % + 17 % = ?

On peut épiloguer sur les pourcentages respectifs obtenus par les trois centrales ouvrières. Une explication globale et une analyse plus fine ne seraient pas sans profit pour un militant de notre cercle qui, bien qu'adhérent à l'une des trois, ne se laisse pas dominer par l'esprit de boutique. Nous ferons cette étude et souhaitons que nos lecteurs y prendront leur part.

Nous ne citons pas une quatrième centrale : la C.F.T.C. C'est de sa faute : elle s'est collé une étiquette chrétienne. Or, au moins théoriquement, un syndicat est un organisme de classe qui n'a pas à connaître de ce que pense politiquement ou philosophiquement un syndiqué. Quels que soient les accrocs que les trois centrales font à cette règle, aucune n'affiche une étiquette religieuse, ni même quand la direction est unique entre parti et syndicat, elle ne reconnaîtra ouvertement le lien de dépendance.

Tenons-nous-en donc à trois centrales ; certains camarades peuvent penser que c'est déjà de trop ; s'appuyant sur la définition précédente, ils auraient le droit d'affirmer qu'une seule suffirait. Ils ont la logique avec eux, mais l'histoire contre eux. D'autres camarades ou les mêmes, estimant comme Descartes que « le bon sens est la chose du monde la mieux partagée », et s'en tenant à l'arithmétique élémentaire, calculeraient que 23 % à la C.F.D.T. et 17 % à F.O., cela va chercher 40 % et, par conséquent, tient tête à la C.G.T. dévoyée par le parti communiste. Ils pensent que cela changerait complètement la physionomie du mouvement syndical français.

Les choses ne sont pas aussi simples. Le Comité Confédéral National de Force Ouvrière vient de nous le confirmer. Il a repoussé l'offre de rencontre que lui avait faite la direction de la C.F.D.T. Les raisons qu'il en donne ne sont pas toutes mauvaises, mais F.O. est frileuse, elle se couvre sans vouloir affronter un autre climat que le sien. Dans la déclaration qui a suivi son Comité confédéral, nous extrairons un paragraphe, un seul parce qu'il nous semble devoir être approuvé sans réserve par notre milieu. Le voici :

*« F.O., organisation de classe, laisse la responsabilité aux partis politiques d'élaborer leur propre projet de société, à charge pour le syndicalisme libre et indépendant de critiquer, éventuellement de combattre, le ou les projets en question, au cas où ceux-ci desserviraient les travailleurs ou mettraient en cause les libertés. »*

Il n'est pas sûr que les résultats relativement bons, et d'ailleurs inespérés, obtenus par Force Ouvrière dans l'élection prudhomale ne l'aient renforcée dans son être. La déclaration de son Comité confédéral repousse « la confusion » où voudrait, dit-il, l'entraîner la C.F.D.T. et son unité d'action avec la C.G.T. Mais F.O. devrait redouter aussi la confusion sur l'autre bord du combat antisindical. Si le paragraphe que nous venons de citer est respecté, tout ira bien.

★★

Tout va bien en tout cas pour F.O. à Saint-Nazaire, un des foyers de la lutte de classe en France. Les élections de délégués du personnel qui viennent d'avoir lieu aux Chantiers Alsthom-Atlantique ont donné les résultats suivants : sur 3.890 inscrits, 3.241 suffrages exprimés ; la C.G.T. en obtient 38 %, perdant plus de 3 % par rapport à 1978 ; F.O. obtient 34 %, enregistrant un gain de 5,8 % ; la C.F.D.T. 27 %, perdant 2,7 %. Ce sont les résultats du premier collège, celui des ouvriers. Dans le second collège, les résultats sont comparables : 35 % à la C.G.T. ; 35 % à F.O. (gain de 7 points) ; 29 % à la C.F.D.T.

Dans une grosse entreprise où existent conjointement et à force à peu près égale, les trois centrales, ces résultats sont significatifs. Ils indiquent certainement une bonne activité et une bonne orientation des militants F.O. de Saint-Nazaire dont l'union locale est dirigée par le camarade Paul Malnoë.

### Edmond Maire, prophète de malheur ?

Edmond Maire a provoqué un tollé dans le monde syndical par son anticipation sur ce qui nous attend politiquement en 1981, pour l'élection présidentielle. Même F.O. que nous n'attendions pas là, l'a jugé sévèrement et a trouvé, dans cette fameuse déclaration, un argument de plus pour refuser l'invitation de la C.F.D.T.

Qu'a donc dit Edmond Maire ? Il a dit que, les conditions actuelles demeurant, l'échec du ou des candidats de la gauche en 1981 était certain. Sans discuter pour le moment le point de savoir si, en tant que leader syndical, il avait le droit de faire cette déclaration, il a dit bien haut ce que tout citoyen de bon sens pense tout bas.

On ne voit pas bien pourquoi la vérité ferait scandale. Reste à savoir si un secrétaire général d'une confédération syndicale était autorisé à jeter un tel pavé dans la mare vaseuse de la politique. Laissons de côté la gesticulation du parti communiste français : après avoir été le responsable de l'échec d'hier il fait le matamore tout en préparant sans doute l'échec de demain. La C.F.D.T. s'était à notre avis trop engagée dans l'opération électorale, mais elle y était, et l'on peut penser qu'elle s'en dégage en prédisant fort justement que, les conditions restant les mêmes, nous sommes bons pour un giscardisme aggravé.

On laisse trop de côté la dernière phrase de la déclaration de Maire : « Dans ces conditions, même si le candidat de la gauche était élu, ce serait quand même un échec ». Qu'on médite sur cette phrase énigmatique et l'on verra qu'elle n'est pas tellement éloignée, dans son fond, du paragraphe précité de la déclaration de F.O.

### Le dépeçage de l'A.O.I.P.

Les jeunes militants ne savent peut-être pas ce qu'est l'A.O.I.P., l'Association des Ouvriers en Instruments de Précision. C'est la première des coopératives ouvrières de production en France ; la première en date, elle fut fondée à la fin du dix-neuvième siècle ; la première en importance technique et commerciale. Son siège est à Paris, dans le treizième arrondissement, mais, en se développant, elle a essaimé jusqu'en province, à Guingamp, à Morlaix. Elle s'est sans doute trop développée pour rester une vraie coopérative ouvrière ; elle est devenue une grosse entreprise employant plusieurs milliers d'ouvriers, mais 1.700 seulement étaient des sociétaires coopérateurs. Ils élisaient le conseil d'administration qui, théoriquement, élisait le directeur. Depuis longtemps déjà, celui-ci était en fait proposé, imposé, par les banques créditrices qui soutenaient l'entreprise. La coopérative ouvrière et son règlement de compagnonnage, très favorable aux ouvriers, reculaient sans cesse devant l'entreprise capitaliste.

Aujourd'hui, c'est son principal client, la Direction Générale des Télécommunications qui la tient à la gorge. Appuyée sur les banques prêteuses, la D.G.T. se prépare à livrer tout un département de l'A.O.I.P. à Thomson et C.I.T.-Alcatel. Ce sont 3.000 ouvriers qui vont tomber dans le privé et perdre les avantages que la coopérative leur donnait, économiquement et socialement. Une première assemblée générale a repoussé ce plan de « restructuration », partie du plan global du grand patronat et de son bon gouvernement. Mais le 5 janvier, une nouvelle assemblée est devant un ultimatum : c'est ça, ou c'est la mort par suppression de tout crédit bancaire.

Ce sera la fin, non pas d'un rêve, mais d'une réalité bien vivante. Pendant longtemps, entre les deux guerres particulièrement, l'A.O.I.P. fut liée au mouvement ouvrier. Elle ne travaillait pas seulement pour la téléphonie, mais pour l'aéronautique et la marine. Des compagnons professionnels y mettaient au point des chefs-d'œuvre. C'étaient en même temps des militants, souvent repérés et interdits dans les boîtes. Ils trouvaient là les prémices de la société qu'ils voulaient et dont ils étaient les organisateurs. Il reste quelques survivants de cette belle époque.

La « R.P. » était sentimentalement liée à cette expérience ouvrière. Jusqu'à la seconde guerre mondiale, le directeur de l'A.O.I.P. était le camarade Delagarde. Son nom ne doit pas être oublié de la nouvelle génération. Quand, en 1924, Monatte et Rosmer rompirent avec les premières manifestations du stalinisme, ils n'étaient pas deux, mais trois, le troisième étant Delagarde. Celui-ci devait faire la preuve, non seulement à la tête de l'A.O.I.P., mais en d'autres occasions, d'une haute morale ouvrière.

Le démantèlement, ou la disparition de l'A.O.I.P. sera un des traits de cette réaction rampante qui s'avance sournoisement partout, et pas seulement en France, tandis que le capitalisme a perdu sa gloriole des années d'après-guerre.

## Action et agitation

Le « noyau dur » de l'industrie française (les grosses unités en voie de restructuration) est servi par la politique dite « libérale » du gouvernement, mais encore « aidé » financièrement de l'argent des contribuables par l'intermédiaire de « l'aide publique à l'industrie ». C'est pour les gros puisqu'on y rencontre Dassault, C.G.E., Thomson-Brandt, Creusot-Loire et Alstom-Atlantique. Ce sont ceux-là aussi qui s'opposent le plus hargneusement aux revendications ouvrières. Pourtant, Dassault (à Bordeaux-Mérignac) a fait, après trois mois de conflit, d'importantes concessions : 14 % d'augmentation des salaires en 1979 ; durée du travail hebdomadaire réduite à 38 heures 3/4. Dassault peut se permettre ça. Ce pourrait être un prélude à une généralisation. Naguère, c'était Renault, entreprise nationale, qui était naturellement à l'avant-garde des améliorations sociales. Ce n'est plus le cas, toute occupée qu'est la Régie Renault à se « restructurer » elle aussi, c'est-à-dire à diminuer son personnel.

À Belfort, le patronat d'Alstom est venu à bout de la longue résistance des grévistes. Cette grève, mal terminée, a été l'occasion d'une agitation du parti communiste qui s'est superposée à l'action syndicale pour en fait la conduire à l'échec, malgré le déploiement des écharpes de députés et de maires, mobilisés pour la circonstance. N'est-ce pas toute cette agitation de « commandos » qui a fait dire à Edmond Maire que « le parti communiste était un obstacle au développement de l'action syndicale » ?

On a suivi le même scénario, encore aggravé, à Usinor-Denain. Le P.C. et la C.G.T. ont réussi à diviser le personnel. L'occupation des locaux par une minorité est soutenue seulement par eux, contre un vote majoritaire organisé par le « front uni » de tous les autres syndicats. André Sainjon, secrétaire général de la Fédération C.G.T. de la métallurgie, les a dénoncés comme « capitulards en collusion avec la direction ». La C.G.T. a organisé une autre consultation portant non plus sur la forme que devait prendre l'action syndicale, mais sur la question : « faut-il, oui ou non, maintenir la fonte et l'acier à Denain ? » Ici, la C.F.D.T. est en totale opposition avec la C.G.T. : il lui est arrivé de tenir un meeting à une porte de l'usine, tandis que la C.G.T. en tenait un à une autre porte ! Cette division, provoquée surtout par l'intervention du P.C.F. dans le mouvement, n'est pas faite pour améliorer le rapport des forces en faveur des travailleurs d'Usinor-Denain.

L'action syndicale n'a rien à voir avec cette agitation qui procède par crises et qui souvent prend fin sur un mot d'ordre brutal de reprise du travail qui ressemble fort à une capitulation. C'est à peu près ce qui s'est passé à Usinor-Denain. L'agitation brouillonne de la C.G.T., mue par le parti communiste, n'a pas servi les travailleurs victimes d'une « restructuration » dévastatrice.

## Dans l'Internationale

Ce n'est pas qu'en France que la réaction anti-syndicale, anti-ouvrière, se manifeste. Mme Thatcher, en Grande-Bretagne, mène le combat ; elle peut se prévaloir de quelques succès, dans l'automobile,

chez les mineurs. Il semble qu'elle soit en train de tomber sur un bec. Une grève générale de la sidérurgie nationalisée (British Steel Corporation) commence avec l'année. C'est la première depuis celle de 1926, de célèbre mémoire. Elle compte sur le soutien des cheminots, des dockers, des camionneurs, sur la solidarité des syndicats européens.

Le leader du syndicat des ouvriers de la sidérurgie a déclaré : « Il est important que nous puissions paralyser l'industrie aussi rapidement que possible par une action courte et rapide, afin de pouvoir y mettre fin aussi vite que possible. » Les événements vont confirmer ou infirmer.

En Belgique, la lutte est bien engagée pour la réduction du temps de travail. Les négociations sur ce point étaient au point mort quand vient de se produire une manière de coup de théâtre : les Ateliers de construction électrique de Charleroi (A.C.E.C.) annoncent qu'ils appliqueront la semaine de 36 heures à partir du 1<sup>er</sup> janvier 81, de 36 h 30 à partir du 1<sup>er</sup> mai 80. C'est une entreprise qui emploie douze cents ouvriers, membre important de l'organisation patronale Fabrimétal, la plus hostile jusqu'ici à toute réduction du temps de travail. Son secrétaire général déplore l'accord qui a été conclu, mais il l'explique par cette contrainte qui donne toute sa valeur à l'action ouvrière : « la grève de quatorze semaines du printemps dernier a coûté un demi-milliard de francs belges à l'entreprise ». Le même monsieur a beau prétendre qu'il ne s'agira pas d'un précédent. Il ne fait pas de doute que le mouvement est lancé et que les autres entreprises devront le suivre.

Soulignons qu'en Belgique, on travaille déjà trente-huit heures par semaine dans le secteur public et que, depuis le 1<sup>er</sup> décembre, les trente-six heures sont appliquées dans les grands magasins.

Le mouvement est en marche, nettement en avance sur la France. Rien ne l'arrêtera.

R. GUILLORÉ.

### LE BANQUET DU 55<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE LA R.P.

Nous projetons de l'organiser en mars — si le nombre des convives est suffisant. Il faut prévoir une participation de l'ordre de 60 F.

Faites-nous savoir dès maintenant si vous comptez venir à cette réunion amicale où nous évoquerons l'avenir de notre « R.P. ».

L'UNION.

### La prochaine réunion de l'Union des Syndicalistes

aura lieu exceptionnellement  
le samedi 9 février, à 15 heures

# PROPOS D'UN FRANC-TIREUR

## Violence d'explosion et violence de situation

J'emprunte cette distinction à Claude Manceron, l'auteur de la passionnante fresque historique *Les hommes de la liberté*, dont vient de paraître le quatrième tome, *la Révolution qui lève*, couvrant les années 1785-1787 (1).

Il était l'un des invités de l'émission *Apostrophes* du 23 décembre dernier, centrée autour du thème *La violence dans l'histoire*. Parmi les autres invités : Roger Peyrefitte, esthète admirateur d'Alexandre le Grand, plein d'indulgence pour les massacres perpétrés par son héros — contempteur haineux par contre des violences plébéiennes de la Révolution française.

Il y eut entre eux quelques rudes passes d'armes. Au cours de l'une d'elles, Manceron fut amené à préciser qu'il existe en fait deux violences. L'une, bien entendu, est cette violence spectaculaire qui, seule en général, accapare l'attention et dont on a beau jeu de dénoncer les excès. Celle qui, en ce qui concerne la Révolution française, culmine avec la Terreur populaire ou légale des années 1792-1794.

Mais il en est une autre aussi, qu'on oublie trop souvent. La violence de la misère quotidienne, du travail harassant, de la faim et de l'humiliation. La violence qui, sous notre Ancien Régime, et plus particulièrement au cours de la longue crise économique qui marqua le règne de Louis XVI, fut le lot du petit peuple des villes et de la masse des paysans pauvres. Cette violence que Michelet a évoquée aux premières pages de son *Histoire de la Révolution française* : « Hommes sensibles qui pleurez sur les maux de la Révolution (avec trop de raison sans doute), versez donc aussi quelques larmes sur les maux qui l'ont amenée. Venez voir, je vous prie, ce peuple couché par terre, pauvre Job... »

C'est cette violence-là que Manceron proposait de baptiser : violence de situation, pour l'opposer à l'autre, à la violence d'explosion. Et cette dernière, disait-il, a, de toute évidence, ses racines dans la première.

Manceron parlait donc de la Révolution française. Mais il pensait bien sûr — et tout le monde pensait avec lui — aux événements d'Iran. A ces Américains, otages des étudiants islamiques depuis déjà trois semaines, dans leur ambassade de Téhéran — et dont, en ce début de janvier, la captivité dure encore.

Il n'est pas dans mon propos de justifier cette séquestration des otages, pas plus qu'il n'était dans celui de Manceron de justifier les massacres de Septembre ou les charrettes de condamnés à la guillotine, sous le prétexte du « salut public ».

Je considère au contraire cette initiative des étudiants iraniens comme une violation particulièrement grave des droits de l'homme et comme un précédent particulièrement dangereux. Sans parler du risque qu'elle pouvait faire courir à la paix mondiale.

Mais je voudrais, malgré tout, qu'on la replace dans son contexte. Qu'on la considère comme une sorte de réponse à ces décennies de « violence de situation » qu'a représenté pour l'Iran l'exploitation de ses richesses par le capitalisme étranger et, plus particulièrement depuis un quart de siècle par le capitalisme américain. Comme une sorte de revanche du coup d'Etat militaire que la C.I.A. fomenta, en 1953, pour éliminer Mossadegh. Aujourd'hui des millions d'Iraniens ont le sentiment, en défiant le Goliath américain, de soulever la pierre tombale qui pesait sur eux.

Les Peyrefitte et consorts n'ont jamais su s'apitoyer que sur les victimes de la violence populaire. Celle qui est présentement faite aux otages américains leur fait oublier l'exploitation antérieure du peuple iranien et le martyrologe des victimes de la Savak. Et lorsque demain, une fois la vague retombée, l'« ordre » — sous une forme ou sous une autre — régnera à Téhéran, je sais trop bien qu'ils salueront, comme un juste retour des choses, la réaction triomphante. Voilà pourquoi je répugne à faire chorus avec eux pour dénoncer la « barbarie » iranienne.

## L'agression soviétique contre l'Afghanistan

Depuis la fin de décembre, les événements d'Afghanistan ont progressivement relégué au second plan le problème des otages de Téhéran. Peut-être sont-ils susceptibles de faire réfléchir Khomeiny et les étudiants islamiques et de les amener à un compromis. Car cette agression contre un peuple musulman leur démontre avec éclat que l'impérialisme soviétique n'a rien à envier à l'impérialisme américain.

L'intervention soviétique a suscité à travers le monde une vaste réprobation — mis à part quelques très rares inconditionnels de l'U.R.S.S., parmi lesquels les dirigeants du P.C. français qui se sont surpassés dans la servilité.

On s'est assez mal expliqué, au départ, l'extraordinaire ampleur de cette intervention. Le coup d'Etat militaire d'avril 1978, qui avait renversé le prince-président Daoud au pouvoir depuis la chute de la monarchie en 1973, n'avait-il pas fait de l'Afghanistan un satellite de l'U.R.S.S. ?

En fait, ce satellite ruait terriblement dans les brancards. Leaders du Khalq (Peuple) — la fraction la plus radicale du P.C. afghan —, Taraki et Amin, après avoir éliminé Babrak Karmal et ses amis modérés du Parcham (Drapeau), avaient lancé l'Afghanistan dans une politique de transformations brutales. Ainsi naquirent des mouvements de rébellion que le triomphe de la révolution iranienne au début de 1979 ne fit qu'encourager.

Selon Maurice Duverger (*Le Monde* du 8 janvier), la situation pour le gouvernement afghan était si grave, dès septembre dernier, que les Soviétiques auraient imposé à Taraki en visite à Moscou un changement radical de politique dans le sens de la détente, que devait symboliser l'élimination d'Amin et son remplacement par Karmal.

Il est douteux que la réalisation de ce plan ait pu désarmer la rébellion ; et peut-être l'intervention

(1) Laffont éditeur, 468 pages. Environ 85 F.

